

De l'économie de guerre à la guerre sociale

Pour financer le projet de réarmement européen, le pouvoir et le camp néolibéral convoquent l'économie de guerre. Mais derrière cette appellation, ils pensent à tout autre chose qu'à une mobilisation des moyens économiques pour la sécurité du pays : imposer par la ruse leur agenda d'austérité sociale.

[Martine Orange](#)

9 mars 2025 à 15h07

L'expression L'expression est désormais dans tous les discours. Elle sature même l'espace public. Du matin au soir, responsables politiques, économistes, observateurs géopolitiques convoquent « *l'économie de guerre* » pour souligner la gravité du moment.

L'appellation est si claire qu'elle ne paraît appeler ni précision ni contestation. [L'humiliation](#) publique du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, par Donald Trump et son vice-président, J. D. Vance, les doutes qui planent sur la solidité de l'alliance transatlantique alimentent un climat de peur et d'angoisse partout en Europe. Chaque État membre a compris l'urgence de se réarmer et d'affirmer la sécurité et l'indépendance du continent. Pourtant, dans aucun pays, en dehors de la France, on ne parle d'économie de guerre. Les autres États préfèrent évoquer des plans de réarmement, de renforcement de leurs capacités militaires, de sécurité.

Avec raison, selon un connaisseur du monde de la défense, irrité par le détournement des concepts, la « *grandiloquence inutile* » des débats en France : « *Mais de quoi parle-t-on ? Nous ne sommes pas en guerre. Il ne s'agit pas de consacrer l'essentiel de nos ressources à la guerre comme en 1914 mais d'augmenter les dépenses militaires pour les porter à 3-3,5 % du PIB. Pendant toute la guerre froide jusqu'en 1994, la France a consacré 5 % de son PIB à sa défense. On ne parlait pas alors d'économie de guerre.* »



Emmanuel Macron et Ursula von der Leyen à Paris le 17 février 2025. © Quentin de Groeve / Hans Lucas via AFP

Une économie sous le contrôle de l'État

De nombreux travaux ont été menés par des historiens et des économistes sur les économies de guerre, un sujet malheureusement très fréquent dans l'histoire. Même s'il y a eu de nombreuses évolutions dans le temps, tous relèvent des caractéristiques précises dans les économies de guerre modernes.

Cela peut paraître une évidence, mais il faut quand même l'énoncer : une économie de guerre s'applique à un pays en guerre, comme en Ukraine actuellement. Le conflit entraîne des pénuries, des ruptures dans les approvisionnements (énergie, produits alimentaires, matières premières) qui amènent le pouvoir à mobiliser toutes ses ressources pour assurer sa défense et sa sécurité.

L'économie de guerre, c'est la subordination de l'appareil productif et des importations à l'effort militaire.

Éric Dor, professeur d'économie à l'Ieseg School

« *La première grande mobilisation moderne, c'est la levée en masse au moment de la Révolution. Mais l'économie de guerre au sens actuel intervient avec l'industrialisation qui amène des guerres totales* », explique Cédric Mas, historien militaire*. La guerre de 1914 est l'exemple le plus souvent cité : l'ensemble des moyens humains, économiques et financiers ont été alors mobilisés pour assurer la défense du pays. Alors qu'il n'existait pas d'impôt sur le revenu en France, l'épargne française fut requise pour payer l'effort de guerre, sous la direction de l'État.

Car à circonstances exceptionnelles, moyens et mesures exceptionnels. « *La défense ne peut plus être faite en laissant le libre jeu au marché, à la concurrence* », rappelle Cédric Mas. Les besoins militaires, les ruptures et les pénuries dans les approvisionnements amènent le pouvoir à prendre des mesures coercitives pour répondre aux demandes des armées et assurer la défense du pays et sa survie.

« *Dans une économie en guerre, la production et la consommation se retrouvent organisées par l'État* », résume Éric Monnet, directeur d'études à l'EHESS et professeur à l'École d'économie de Paris. « *L'économie de guerre, c'est la subordination de l'appareil productif et des importations à l'effort militaire* », complète Éric Dor, professeur d'économie à l'Ieseg School. En un mot, tout est décidé et orienté par l'État. L'économie devient totalement administrée, sous la conduite d'entités centralisées.

Cette prise en main par l'État des moyens économiques se traduit souvent par des dispositions complémentaires drastiques comme la fin de la liberté de circulation des capitaux, le rationnement de certains produits, un contrôle des prix, voire une fixation autoritaire des prix. Ces mesures sont souvent accompagnées de taxations exceptionnelles contre les « profiteurs de guerre ».

La seule énumération de ces mesures ne laisse aucun doute sur le sujet : ce n'est pas à ce cadre réglementaire que se réfèrent les responsables politiques et certains économistes lorsqu'ils convoquent actuellement l'économie de guerre dans leurs propos. La plus petite disposition qui marquerait les prémices d'un retour à une économie administrée leur ferait pousser des cris d'orfraie.

Dans les pas du rapport Draghi

Le [plan de réarmement européen](#) n'imagine d'ailleurs pas cela. Il s'inscrit, sans le dire explicitement, dans la continuité du [rapport Draghi](#). Présenté à l'automne, celui-ci pointait la nécessité d'une reprise en main rapide des États membres, d'une relance des investissements productifs et dans la recherche, sous peine de disqualification européenne face à la Chine et aux États-Unis. Nombre de responsables européens avaient applaudi, déclarant que le rapport Draghi devait devenir la « *feuille de route* » de l'Union européenne (UE). Avant d'ajouter : « *Mais il y a le veto allemand.* »

À lire aussi

[Berlin prêt à investir des centaines de milliards d'euros pour son armée et sa relance économique](#)

5 mars 2025

Le revirement stratégique du futur chancelier allemand, Friedrich Merz, appelant son pays et l'Union à devenir indépendants des États-Unis et à assumer la défense du continent a provoqué un électrochoc. Brusquement, nombre de verrous qui pesaient sur la zone euro ont sauté. Les dépenses d'investissement militaires, comme le demandait la France depuis deux décennies, pourraient ne plus être comptabilisées dans les règles du traité de Maastricht. L'utilisation de fonds européens pourrait être rendue possible.

Surtout, l'Allemagne se dit prête à abandonner sa politique économique restrictive et à lancer un vaste plan de relance d'investissements dans la défense et les infrastructures stratégiques. Un changement attendu depuis quinze ans, mais qui reste conditionné à l'adoption d'une réforme constitutionnelle brisant les règles d'airain sur le déficit budgétaire.

Saisissant ce moment unique, la Commission européenne pousse les feux. Même si les chiffres annoncés sont loin des efforts préconisés par le rapport Draghi, ils s'inscrivent dans cet esprit. Ils entérinent un effort massif d'investissement pour la défense et les infrastructures stratégiques. Le rapport prévoit aussi un recours massif à l'épargne privée européenne, censée poser les fondements d'une union de l'épargne et des capitaux. Un succédané de l'Union bancaire que Mario Draghi et les responsables européens appellent de leur vœu.

Les leçons du plan Biden

« *Tel qu'il est présenté à ce stade, il pourrait s'apparenter à un vaste plan de relance industriel européen à partir de la défense* », analyse Éric Monnet. Alors que les économies européennes sont en stagnation depuis une décennie, que le continent est menacé de déclassement industriel, l'idée de saisir l'urgence du moment et d'utiliser les dépenses militaires considérées comme un puissant levier de recherche, d'innovation et de soutien industriel, pour assurer à la fois la sécurité du continent et remettre l'économie européenne sur les rails, fait sens.

Est-ce un des objectifs poursuivis par l'UE ? Beaucoup de flou, d'incertitudes, d'ambiguïtés demeurent. Au point que certains redoutent que, passé les déclarations martiales, celles-ci n'aboutissent qu'« *à des paroles verbales* », et qu'une fois de plus l'Europe ne soit pas au rendez-vous.

Car au-delà des annonces, un cadre précis doit être dressé. En matière de défense, c'est la commande publique qui donne normalement l'impulsion. Mais qui décidera, l'UE, les États ou les industriels ? L'Union européenne est-elle prête à mettre entre parenthèses son principe de « libre concurrence » pour donner une préférence européenne, voire nationale dans certains cas ? En un mot, y aura-t-il une organisation, une planification pour mener ce projet de réarmement européen ?

Les réponses à ces questions sont essentielles pour la suite. Car les leçons du vaste plan de réindustrialisation lancé par Joe Biden au travers de plusieurs programmes (Inflation reduction Act, Chips Act, Renewable energy and efficiency Act) doivent être tirées. Malgré les centaines de milliards de dollars apportés par le Trésor américain, les [retombées ont été jugées insuffisantes](#) par les Américains. L'échec relatif de ce plan a participé à la réélection de Donald Trump.

L'industrie française peut-elle répondre aux besoins des armées ?

Bien sûr, il y a Thales, Airbus, Dassault, Safran, MBDA et quelques autres. Bien sûr, les armées françaises conservent des capacités notables de projection, la dissuasion nucléaire, les Rafale et les sous-marins nucléaires, les canons Cesar. Mais l'industrie française est-elle en capacité de répondre rapidement aux besoins de réarmement, de rééquipement et de modernisation des armées face à la montée des tensions géopolitiques ? La question hante tous les milieux de la défense.

L'industrie de défense a beaucoup perdu ces dernières années. Bercy a imposé des coupes drastiques dans les budgets militaires, particulièrement à partir de 2008. Faute de commandes publiques suffisantes, des programmes entiers ont été mis l'arrêt. Comme dans d'autres secteurs, la désindustrialisation a frappé dur. Des filières entières ont été détruites, les sous-traitants ont mis la clé sous la porte ou sont passés à autre chose, les compétences et les savoir-faire ont disparu dans la nature.

« Alors que la France est l'un des pays qui ont inventé les fusils, elle n'en fabrique plus aucun. De même, nous avons été co-inventeurs des chars modernes. Nous avons des chars Leclerc mais nous ne sommes plus capables de fabriquer des tourelles ou des chars à chenille, au moment où la guerre en Ukraine montre l'importance de ces équipements », rapporte Cédric Mas.

Dans le même temps, les retards s'accumulent dans les technologies nouvelles. Si Thales développe d'importants efforts en matière de cybersécurité, des pans entiers, notamment dans l'intelligence artificielle, souffrent de sous-développement. Bien que la loi de programmation militaire prévoit de rattraper ces retards, la volonté d'intensifier ces efforts n'est pas toujours visible. L'exemple le plus récent et le plus frappant porte sur la dissuasion nucléaire. Tout en revendiquant l'autonomie des armées françaises, le gouvernement a préféré confier [le contrat des nouveaux supercalculateurs](#) à l'américain HP plutôt qu'à Bull.

Pour [l'économiste James Galbraith](#), la déception du plan Biden découle d'une faute originelle : le refus d'intervention étatique. À la différence du New Deal lancé par Roosevelt, Joe Biden a refusé d'engager le pouvoir étatique et les ressources publiques pour définir, arrêter, contrôler les productions et les techniques nécessaires, préférant s'en remettre aux entreprises privées pour faire ces arbitrages. Or celles-ci décident des productions, des

technologies à mettre en œuvre en fonction de leurs intérêts, du profit et du pouvoir qu'elles peuvent en escompter, pas en fonction de l'intérêt général.

Le plan européen risque d'être confronté aux mêmes ambiguïtés, faute d'éclaircissements. À cela s'ajoute une autre inconnue, de taille : l'appareil industriel européen est-il en capacité de répondre aux besoins de défense européens ? Face à l'urgence invoquée, les milliards que l'UE entend demander à l'épargne privée européenne ne vont-ils pas se transformer en achats massifs d'équipements américains ou autres, avec de faibles retombées pour le continent ?

L'agenda inchangé du néolibéralisme

Alors que l'Europe pourrait s'engager dans une transformation existentielle, on attendrait des échanges sérieux, des éclaircissements approfondis. Des débats ont commencé dans d'autres pays sur les buts et les modalités de ce projet. En France, rien de tel.

La nécessité d'augmenter les dépenses militaires que les gouvernements successifs ont négligées pendant plus de vingt ans ne fait pas débat. La question de savoir comment mobiliser de nouvelles ressources dans un contexte de délabrement budgétaire et d'endettement massif après huit années de macronisme mérite, elle, d'être analysée, discutée, arbitrée. Et ne peut se satisfaire de [réponses simplistes](#).

Mais pour le pouvoir, tout se résume pour l'instant à un seul slogan : l'économie de guerre. La peur et l'urgence étant censées éteindre toutes les réflexions.

Par ruse, ce qui est présenté comme un impératif de sécurité se transforme en une guerre sociale.

« Il est difficile de parler d'austérité, de réforme. Tout cela ne passe plus auprès de la population. Mais le logiciel néolibéral reste inchangé. Comme au moment du covid, ils mobilisent le champ lexical militaire pour faire passer des mesures qui ne passeraient pas autrement », relève Cédric Mas.

Au nom de la défense de la nation face à l'impérialisme russe, le camp néolibéral est reparti sans attendre en campagne. *« Augmenter le temps de travail, restreindre l'accès à l'assurance-chômage, partir en retraite plus tard, simplifier radicalement la vie des entreprises, libérer l'innovation sont désormais des impératifs sécuritaires »,* s'est [empressé](#) d'écrire l'économiste Nicolas Bouzou, régulièrement rémunéré par les entreprises du CAC 40 pour [publier](#) des études « positives ».

Depuis, c'est le concours Lépine des propositions de réformes, plus brutales et régressives les unes que les autres. Tout y passe : l'âge et le financement de la retraite, la énième réforme de l'assurance-chômage, le temps de travail, les services publics, l'environnement... Le tout sur fond de déréglementation absolue, de suppression des normes, des règles, des lois qui brident l'énergie, qui entravent la liberté du capital. C'est-à-dire l'inverse d'une économie de guerre.

Par ruse, ce qui est présenté comme un impératif de sécurité face à la montée des tensions géopolitiques avec la Russie et aux incertitudes américaines se transforme en une guerre sociale. Ce qui pourrait devenir un plan de relance militaire et industriel européen se décline à nouveau sous forme d'austérité et de régression, pour le seul profit du capital.

L'indispensable adhésion

Sans aucune prise de distance, Emmanuel Macron a repris cet agenda, le même qu'il décline depuis huit ans. Tout en appelant à la mobilisation et à l'unité, il a tenu à souligner d'emblée que les augmentations de dépenses militaires seraient faites « *sans impôt* », mais avec des « *réformes* », appelant tous les corps sociaux à lui donner des idées.

Cette obstination du chef de l'État à défendre « *quoi qu'il en coûte* » tous les préceptes néolibéraux, qui ont pourtant démontré leurs failles, voire leur faillite, depuis plus d'une décennie ne peut que surprendre. Surtout pour un responsable qui ne cesse de prôner le changement, la mobilité intellectuelle face aux événements du monde.

À lire aussi

[Face à un « monde de dangers », Macron prépare la France à des sacrifices budgétaires](#)
5 mars 2025

Comment peut-il croire que ces régressions sociales qu'il avance depuis huit ans et qui suscitent un rejet grandissant pourront brusquement être acceptées sous le motif de la sécurité ? Comment penser faire l'unité quand il exonère par avance, au mépris des [fondements de la République](#), les puissances d'argent de toute contribution à la sécurité et à la défense du pays ? Plus prosaïquement, comment espérer mobiliser l'argent des Français quand dans le même temps le gouvernement nourrit une insécurité sociale à tous les niveaux, qui ne peut qu'alimenter la défiance ?

« Dans toutes les économies de guerre, il y a un élément indispensable pour soutenir la mobilisation des ressources et la cohésion d'un pays : c'est l'adhésion de la population. Sinon, cela se transforme en révolte ou en rejet. C'est ce qui s'est passé en 1918 en Russie », rappelle Éric Monnet. En plantant d'emblée un cadre déséquilibré, renforçant des inégalités déjà galopantes, Emmanuel Macron risque de ne jamais trouver cette adhésion.

[Martine Orange](#)